

Une petite lueur d'espoir Quatrième chronique d'un mocking bird. Alain Bouvier

Ma suite de textes commence à ressembler à une chronique ; nous verrons plus tard ce qu'il en adviendra. Plutôt que de privilégier une approche idéologique, je m'en tiens aux faits, rien qu'aux faits que je commente sans concession, tristement conscient, comme le rapportait récemment Edgar Morin[1], que « les idées ont presque disparu » et je ne suis pas de taille à combler ce désert.

Quand elle était encore enfant, avec beaucoup de tendresse, ma fille disait à son jeune frère : « nous n'avons pas de chance ; nous avons un papa moqueur ! » et c'était vrai. Cela s'est poursuivi bien au-delà de mon cercle familial. Je l'ai très tôt étendu au registre professionnel (ce que j'ai parfois payé de violences[2] en retour). Cela m'a surtout permis de constater que les bureaucrates -pathologie de nos administrations- n'ont pas d'humour et détestent l'ironie.

La source de la lueur

Dans les pires conditions que l'on puisse imaginer, sans préparation, sans formation, sans outils performants, sans suffisamment de ressources pédagogiques adaptées, les professeurs ont sauvé l'école. Le système ne s'est pas effondré, même s'il vacille beaucoup. Après ces 8 semaines de confinement écoulées et ce qu'elles ont cruellement mis sous la lumière des projecteurs de l'actualité, je crois pouvoir discerner une petite lueur d'espoir que je tiens à partager.

Elle ne vient ni des pouvoirs publics ni de la technostructure, car les réponses aux problèmes pointés dans mes trois précédents textes ne sont pas solubles dans des circulaires, ce qui est considéré comme insupportable pour les bureaucrates ! Cette petite lueur ne vient pas plus des partenaires sociaux, des statuologues désemparés, incapables d'émettre la moindre idée pédagogique. Leurs affligeantes déclarations se focalisent exclusivement sur les conditions sanitaires, dans une grande surenchère entre organisations et nous n'avons pas encore touché le fond. Cela en dit long : les 60 pages du protocole sanitaire diffusé par le ministère ne leur suffisent pas. Il leur faudrait sans doute 60 pages de détails supplémentaires... qui ne leur sembleraient pas davantage satisfaisants car en fait là n'est pas leur problème, leur attitude n'est qu'un cache-misère. Dans leur presse on ne trouve pas la moindre trace d'une idée pédagogique ! Pour des syndicats d'enseignants c'est pitoyable, surtout dans une telle période où il y aurait matière.

J'en suis heureux : la petite lueur vient du terrain et des enseignants eux-mêmes, au moins de certains d'entre eux, les innovateurs engagés, trop souvent silencieux et je devrais ajouter des professeurs courageux quand ils se montent dignes des personnels de santé. Cette lueur concerne leurs pratiques qui semblent préfigurer une évolution future de leur métier. En 8 semaines, les enseignants ont (presque tous) beaucoup appris et montré des trésors d'imagination. La Covid 19 a donc provoqué un électrochoc salvateur, faisant pour la première fois naître de façon massive du développement professionnel chez les enseignants. Ils devaient agir et se former, se former en agissant. Pour cette raison je me sens dans un état d'esprit d'optimiste réaliste que je voudrais partager.

Une corporation fragmentée

Avant la crise la corporation enseignante était déjà fragmentée je l'ai déjà constaté dans mes textes précédents. Au doigt mouillé (les chercheurs feront mieux que moi s'ils cherchent à éclaircir cela) on distinguait en son sein trois groupes que je rappelle. D'une part les innovateurs engagés, de l'ordre de 20%, d'autre part les statuologues psychorigides, paralysés car souvent encartés, moins de 30% et, enfin un gros ventre mou prêt à aller là où le vent le pousse pour éviter les conflits avec ses autres collègues (selon le principe : pour vivre heureux vivons cachés), de l'ordre de 50%.

Mon espoir, la petite lueur que je discerne au bout du long tunnel encore à traverser, tient à l'évolution quantitative récente de ces trois catégories d'enseignants. Sera-t-elle durable ? telle est la question. L'enthousiasme communicatif des innovateurs engagés a fait école, a entraîné d'autres collègues en difficulté, ceux qui avaient envie d'apprendre un peu et surtout qui voulaient savoir utiliser *a minima* certains outils numériques dont ils ignoraient tout. Aujourd'hui, au seuil de la deuxième étape de la crise, les innovateurs engagés sont plus nombreux, plus de 30% et peut-être davantage, du moins je l'espère ; bien sûr, tout dépend des lieux. Il faudra désormais veiller à les protéger afin que, de retour dans leurs établissements, ils ne deviennent pas des cibles et des boucs-émissaires comme le milieu raffole d'en avoir. Les statuologues se sont prudemment repliés sur leur noyau dur, sans doute de moins de 25% des effectifs ; ils attendent des temps plus ordinaires qu'ils espèrent voir arriver d'ici La Toussaint au plus tard. Enfin, le ventre mou est moins mou ! Inspiré par le secteur de la santé qui force l'admiration et donne l'exemple, il devient attentif, plus ouvert, découvre de nouvelles dimensions de son métier et se montre prêt à plus s'engager. C'est une mauvaise nouvelle pour les statuologues qui, eux, ne rêvent que de ce qu'ils nomment « l'école d'avant ». Sans doute est-il iconoclaste^[3] de leur demander pourquoi un tel retour leur semble souhaitable et pertinent. Les seules réponses qu'ils apportent sont puisées dans un prêt-à-porter idéologique bien recuit, qui leur tient lieu de réflexion mais qui n'éclaire personne.

Un festival d'innovations

Il s'agissait début mars et il s'agit encore de « poser les jalons d'une école totalement inédite » selon Soazig Le Névé. En fait, les 8 semaines écoulées n'ont pas été la catastrophe annoncée par certains et selon un sondage Ifop, 75% des personnes interrogées se disent satisfaites de la manière dont se déroule l'enseignement à distance ; il y a de quoi inquiéter car cela frôle le plébiscite ! Abondent les innovations ponctuelles, souvent solitaires et partielles, plus ou moins isolées, ce que l'ethnologue Geneviève Zoïa appelle « des bulles de créativité », proposées par les innovateurs engagés, et qui constituent ce que le géographe Laurent Rieutort nomme « les innovations discrètes » car c'est à ce prix qu'elles survivent en temps ordinaire. Au bout de quelques semaines, elles sont devenues visibles de tous ; cela les conforte. Se sont progressivement noués des rapprochements, des collaborations et dans de rares cas, des coproductions qui mériteraient d'être capitalisées.

Soudainement, les pratiques professionnelles des enseignants furent placées sous le regard attentif et très intéressé des parents qui savent apprécier les différences entre un enseignant novateur engagé et des professeurs quasi absents et parfois même disparus (le roi est nu disions-nous dans notre précédent billet). Dans l'enseignement secondaire, sur la dizaine d'enseignants d'une équipe, ils savent combien sont réellement actifs. Il se dit que les professeurs-disparus seraient au total 100 000 ; je pense que ce chiffre est sous-estimé.

La crise fut soudaine, brutale et de masse. La rupture fut complète : du jour au lendemain, sans préparation collective, il a fallu passer de pratiques ancestrales et routinières à un enseignement à distance nouveau et totalement improvisé, avec des outils insuffisants -quelquefois inexistant- parfois ignorés jusque-là. Ce fut le principal problème. En principe cela concernait tous les enseignants, même les plus rétifs, tous devaient donc se mettre à l'œuvre ; quel défi !

Quand les statuologues chantent le retour à l'école d'avant (y croient-ils vraiment ? Jusqu'à quel point ?), ils font l'erreur de penser qu'il pourrait y avoir une sorte de symétrie : après le confinement, le déconfinement^[4] et tout recommence comme avant la crise ; c'est simpliste vous en conviendrez, mais c'est ainsi avec les idéologues. Si le confinement a été réalisé en 24 heures, le déconfinement s'annonce long, en plusieurs étapes, nul n'est capable de dire combien il y en aura et quel sera le calendrier, sans doute très long et aléatoire du processus. Personne ne voit vraiment au-delà de La Toussaint qui n'est qu'un vague point de repère que donnent certains pour se rassurer ! La période qui commence va-t-elle permettre de retrouver les professeurs-perdus ? Pas sûr, car d'une façon ou d'une autre ils savent se mettre à l'ombre pour se faire oublier, alors que dans la période écoulée leur absence était visible. Ne comptez pas sur leurs collègues les plus actifs pour aider à réguler, ce n'est pas dans la culture de la corporation ; comme je l'ai entendu dire : « chez nous, Monsieur, on ne régule pas ! C'est inutile car tous font bien leur métier ! » Bien sûr, personne n'en doute et nul ne constate le contraire !

Une nouvelle étape commence donc

Pour l'étape commencée ce 11 mai, avec un déconfinement très progressif, il est difficile de parler d'une « rentrée scolaire » ; faute de mieux, certains évoquent un « redémarrage », une « réouverture » et d'autres une « reprise ». Ils parlent même du « casse-tête de la reprise », sans préciser de quoi il s'agit, nous allons vite comprendre pourquoi : en fait, il n'y a que des fragments de reprise ; tout est encore à inventer et à mettre en place en espérant qu'il n'y aura pas de réplique de la Covid 19, aucun redéveloppement du virus en certains lieux comme on l'observe déjà en Chine, en Corée du sud, en Allemagne... et en France. Cette « reprise » fait suite à l'étape précédente d'enseignement totalement à distance et précède d'autres étapes encore difficiles à discerner. La seule certitude c'est l'incertitude ! Sans doute aussi, dans l'enseignement en classe, des changements seront introduits, mais dureront-ils ?

Il est clair que pour cette deuxième étape il n'y avait pas de bonne solution. Toutes les pistes envisagées avaient leurs inconvénients, mais pas les mêmes ; il fallait donc choisir entre les contraintes, notamment tenir compte des présidents de régions, de départements et surtout des 35 000 maires qui ne mettaient pas les mêmes conditions pour la réouverture des établissements et dont 15% disent ne pas vouloir réouvrir leurs écoles le 11 mai.

Malgré les incertitudes on peut distinguer au moins trois phases à venir. 1) la première, qui s'étendra sans doute jusqu'à juillet si tout ne s'arrête pas avant, est elle-même multi fractionnée : dans le temps, dans l'espace et par types d'établissements scolaires. 2)- En septembre, à quelle(s) date(s) et comment se fera la rentrée scolaire ? Sera-t-elle fractionnée ? 3) Après La Toussaint (date symbolique sur laquelle misent les statuologues) combien de dispositifs distincts comprendra le système éducatif ? Est-ce un hasard si pour les intermittents du spectacle les décisions prises par le gouvernement courent jusqu'à août 2021 ? Personne ne peut prédire l'automne que nous aurons, ni la suite ; il faut donc envisager plusieurs *scenarii*, rien encore n'est construit.

Sans présumer de ce qui va se passer dans les semaines qui viennent et seront déterminantes, il est bon de prendre conscience de la situation actuelle dont les diverses caractéristiques provoquent autant de répulsions chez les bureaucrates centralisateurs que chez les statuologues. Plusieurs calendriers (encore incomplets pour cette étape et non précisés pour la suivante, nous venons de le dire) ; une reprise territorialisée (incroyable dans la France si centralisatrice !) ; un important pouvoir donné aux maires et aux élus locaux ; un pouvoir administratif accordé aux parents s'ajoutant au pouvoir pédagogique qu'ils ont conquis et assumé pendant ces 8 semaines ; enfin, quatre dispositifs d'enseignement distincts proposés aux parents qui peuvent, jusqu'en juillet (pour la suite, nous verrons) choisir et décider dans quelle situation ils décident de placer leurs enfants. C'est une grande première. En bref, la période antérieure à la crise était caractérisée par son uniformité formelle sur tout le pays et après ces huit semaines écoulées, succède une inhabituelle myriade de systèmes différents et à durée indéterminée. Ils peuvent annoncer pour la rentrée 2021 ou 2022 la naissance d'une véritable école hybride complétant l'école formelle et dont les principaux constituants auront été expérimentés massivement pendant des mois. Clairement une esquisse de mouvement est en marche et les statuologues vont tout tenter pour l'interrompre.

À partir du 12 mai, commence « l'école à la carte » et évolutive. Au choix de leurs parents, les élèves se retrouveront dans l'une des quatre situations suivantes : 1) à l'école pour un enseignement en présentiel à temps plein (on estime que cela concernera 8% des élèves). 2) à l'école pour un enseignement en présentiel à mi-temps (selon diverses possibilités laissées au choix des écoles), le reste de l'enseignement étant assuré à distance, donc à la maison. 3) à l'école pour du présentiel à mi-temps complété par des activités proposées dans des tiers lieux en dehors de l'école, par les municipalités et des associations[5]. Sans doute très peu d'ici juillet car cela suppose d'être organisé et c'est complexe. 4) à la maison, un enseignement totalement à distance, comme durant les 8 semaines qui viennent de s'écouler. Beaucoup d'élèves seront dans cette situation au mois de mai, mais ils seront sans doute moins nombreux en juin si le virus ne resévit pas. Il est difficile de savoir comment les élèves vont se répartir entre ces quatre cas de figure (leurs parents décideront) et l'on peut imaginer qu'au bout de quelques temps, certains voudront passer d'un dispositif à un autre. Je souhaite beaucoup de courage à l'encadrement qui n'a jamais été préparé à ce type d'organisation fractionnée. Règne un grand mystère : quand et comment se fera la préparation du travail pédagogique diversifié nécessaire dans chacune de ces quatre situations ? Une partie des vacances de printemps aurait pu être collectivement utilisée pour cela, mais il n'en a rien été ; je rêve, bien sûr, il ne faut pas confondre enseignants et personnels de santé ! Enfin, qui veillera à la cohérence de l'ensemble ? Et comment ?

Ne gâchons pas la crise[6]

Paradoxalement peut-être, cette délicate situation sans aucun précédent ajoute à la lueur d'espoir venant de certains enseignants, des opportunités que je trouve positives. La période qui commence est propice pour expérimenter, innover, comparer, procéder par essais-erreurs, utiliser le droit à l'erreur cher à Bertrand Schwartz il y a déjà 50 ans, capitaliser, c'est-à-dire apprendre collectivement en pratiquant des retours d'expérience comme cela se pratique dans le secteur de la santé. Il faudra voir aussi comment cela peut infuser et ne pas rester l'apanage limité des précieux innovateurs engagés. Un salutaire bouillonnement pédagogique peut faire exploser les circulaires tatillonnes. Il y a là de quoi effrayer les deux bureaucraties, notamment la bureaucratie syndicale ! L'inventivité est nécessaire et je crois qu'elle est prête à se manifester davantage dans ce festival d'incertitudes.

Faute de plus d'anticipation, la « préentrée » du 11 mai devait servir à mettre en adéquation l'espace scolaire (nombre de places, mesures sanitaires, espaces chamboulés jusqu'à quand ?), le nombre d'élèves et leurs jours de présence (alors que l'on ne sait pas ceux qui seront envoyés par leurs parents), prévoir des enseignants pour l'enseignement en présentiel (nous verrons alors qui sera vraiment là. Il se dit qu'ils seront de l'ordre de 50%, ce qui veut dire que les autres 50% feront de l'enseignement à distance, mais pas seulement pour leurs élèves habituels). Dans les collèges il faudra structurer autrement l'enseignement des disciplines, ce qui inquiète déjà les associations de spécialistes, donc il faudra organiser autrement tous les niveaux et toutes les disciplines, rien que cela ! De plus, on observe que la situation est paradoxale : la reprise précoce fut et est encore justifiée par la volonté de raccrocher les élèves disparus des radars et que l'on ne reverra pas avant l'été ou très difficilement, alors que semblent surtout attirés par le retour en classe les enfants des familles pour qui tout ou presque va bien. Cherchez l'erreur ! Beaucoup de familles défavorisées ne croient pas aux garanties sanitaires mises en place. Les théories complotistes, les *fake news* et une certaine presse syndicale créent des doutes inquiétants et difficilement raisonnables.

Néanmoins je discerne une autre petite lueur d'espoir. J'observe que l'enseignement à distance, jusque-là ce grand inconnu de la majorité des enseignants, a été découvert peu à peu très empiriquement. Les professeurs ont appris, il y a eu du développement professionnel et l'enseignement à distance se trouve maintenant valorisé, notamment du côté des familles qui l'ont elles aussi découvert, d'abord avec peine puis avec plaisir, dans un contexte plus large de valorisation du télétravail qu'elles font et qui va, en partie, durer après la crise, c'est le souhait exprimé par 80% des parents. Il est probable qu'une fraction des familles va vouloir poursuivre cet enseignement, au moins à temps partiel, appelant donc à la mise en place de système hybrides, la future grande nouveauté. L'incitation pour aller en ce sens sera forte : des élèves et des familles voudront poursuivre, ensemble, cette alliance nouvelle avec les enseignants. Les parents ont souvent trouvé avec leur propre télétravail une certaine autonomie (professionnelle et de vie) qu'ils apprécient, avec des choix possibles pour l'organiser en cohérence avec les activités scolaires de leurs enfants. Dans la majorité des cas ils ont aussi découvert une autre vie familiale inattendue. Enfin, n'oublions pas que l'inscription scolaire, en France, n'est pas une obligation. En septembre il y aura donc, de façon quasi-mécanique, une augmentation du *home schooling*.

L'inévitable réaction des statuquologues

On devine que les statuquologues vont utiliser la période qui commence et qui va aller au moins jusqu'à La Toussaint, pour tenter le grand retour en arrière dont ils rêvent, pour remettre un par un sous le tapis chacun des sujets qui les dérangent et qui ont été révélés aux yeux de tous par la crise. Attention : le tapis sera boursoufflé ! Cela va se voir (le roi est nu) ! J'espère que les enseignants les plus novateurs agiront en conséquence pour éviter que l'école française ne replonge dans un passé certes honorable mais devenu inapproprié. On peut espérer que des recherches recenseront et analyseront les innovations pratiquées et aideront à capitaliser de nouvelles compétences professionnelles collectives. Par exemple, des enseignants envisagent déjà d'utiliser en présentiel les outils qu'ils ont découvert pour l'enseignement à distance, qu'ils se sont appropriés et qu'ils ont appréciés. À condition que les équipements soient améliorés, il est vrai qu'avec le numérique les différences entre présentiel et distanciel sont ténues ; le plus du présentiel concerne surtout la dimension sociale de l'école, ce qui n'est pas rien, même si certaines familles s'en passent.

Quel que soit le point d'aboutissement fin 2020, seront à conserver les acquis de cette expérimentation à grande échelle, sans aucun précédent, durant deux périodes de 8 semaines chacune et très différentes. On peut en faire la liste, essentiellement : l'utilisation du numérique pour le travail à la maison et en classe ; les alliances pédagogiques professeurs-parents ; la solidarité (entre enseignants, entre enseignants et parents, etc.) ; l'accompagnement individualisé avec un partage entre les enseignants, les parents et des plateformes ; un autre rapport à l'évaluation devenue plus formative. Tout cela n'est pas rien ! Difficile à dégager du revers de la main. Pour cette raison, dans le futur, « l'école d'avant » ne pourra pas être tout-à-fait comme avant, car ce serait une régression. L'après crise commence et va s'étaler sur plusieurs mois, voire beaucoup plus. Comme pour les personnels de santé, l'engagement des acteurs est essentiel, la Covid 19 l'a révélé et ce qui reste à construire en aura besoin.

Cette crise salutaire a ouvert les débats sur les métiers (questions taboues), montré la nécessité de réussir l'inclusion numérique et proposer des possibilités de développement professionnel des enseignants. Selon un intéressant et récent sondage Harris pour un syndicat, 84% des enseignants ont fait de l'autoformation et 67% ont fait appel à de l'aide entre collègues. Nous y sommes ! Cette même enquête montre que les relations avec les parents ont été bonnes et, ô, miracle ! meilleures qu'avec les élèves. Cela confirme que l'enseignement à distance rapproche. Ainsi, 85% des sondés reconnaissent l'importance du rôle des familles. Incroyable ! Qui aurait osé faire ce pari ? Commencé il y a 8 semaines, cela va se poursuivre, sauf si les statuologues rétrogrades arrivent à y mettre fin. Ce serait alors pour l'École le grand déclin que certains annoncent. Sauvons l'École des mains nuisibles des statuologues !

Après ce virus, nous devons penser aux prochains qui viendront, apprendre à naviguer entre les crises, minimiser les questions corporatistes et revenir au sens de l'intérêt général pour les élèves qui sont très souvent les oubliés. Ils ne s'en cachent pas, certains rêvent d'abolir les changements apparus feignant de croire que tous en rêvent ; mais c'est eux qui rêvent ! L'expression de « syndicats majoritaires » -majoritaires au sein d'une minorité- employée pour les jeux de rôles entre pouvoirs publics et représentants des personnels^[7], peut impressionner et encourager de tels effets pervers. Qui veut imposer quoi à qui ? Au nom de qui dans notre République ? L'avenir scolaire est d'abord une question morale. J'espère donc que ce n'est pas la fin des espoirs pédagogiques qui se profile. Je risque d'être déçu, mais je préfère garder ma petite lueur d'espoir.

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke